Consultant(e) en processus (national) : coordination du processus national de validation et développement de projet

Antananarivo, Madagascar – Travail en présentiel, avec deux missions sur le terrain
Durée : 12 mois – Référence n° 596569

Comment pouvez-vous faire la différence ?

Le/la consultant(e) coordonne le processus national de développement du projet et mène les consultations, conformément aux procédures du Gouvernement et aux orientations du Ministère.

Plus précisément, le/la consultant(e) devra :

- **Coordonner le processus et veiller au respect des procédures :** tenir à jour une feuille de route intégrée des différentes étapes de validation nationale et d'élaboration de la note conceptuelle ; préparer le dossier en français ainsi que les formulaires requis à chaque étape ; soutenir l'évaluation technique du Ministère et le développement du projet ; rédiger le protocole d'accord ; et assurer le suivi de chaque engagement jusqu'à l'approbation nationale.
- **Cartographier les acteurs et les interventions :** recenser les institutions, les partenaires ainsi que les interventions en cours ou prévues dans la zone du projet, puis analyser les complémentarités, les éventuels chevauchements et les possibilités de cofinancement.
- **Mobiliser les parties prenantes :** concevoir et organiser les consultations avec les institutions nationales, les évaluateurs, les services techniques régionaux et de district, les communes, la société civile, les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap. Documenter également la manière dont les contributions recueillies ont été intégrées.
- **Analyser les contributions en matière d'adaptation et d'atténuation :** examiner la contribution du projet à la CDN 3.0 (Contribution déterminée au niveau national), au Plan national d'adaptation et aux critères d'investissement du projet ; évaluer les co-bénéfices en matière d'atténuation et identifier les lacunes en matière de données probantes à combler lors de l'étude de faisabilité complète.
- **Finaliser la note conceptuelle et lancer l'élaboration de la proposition complète de projet :** consolider les contributions, appuyer la soumission du dossier, rédiger les réponses aux observations des évaluateurs et lancer l'élaboration de la proposition complète de projet. Cette phase comprendra notamment le plan de travail, les termes de référence des études requises, le plan de consultation et le processus de cofinancement, afin que la proposition puisse être soumise en 2027.

La mission se déroulera du **1er décembre 2026 au 15 novembre 2027 (11,5 mois)**, avec une mobilisation intensive jusqu'à la soumission de la note conceptuelle prévue le **31 mars 2027**. Elle comprendra deux missions de terrain dans les trois régions concernées.

Après la soumission de la note conceptuelle, le/la consultant(e) poursuivra ses activités avec un niveau de mobilisation réduit afin d'amorcer l'élaboration de la proposition complète de projet.

Les échéances sont établies sur la base des délais indicatifs de traitement des différentes étapes. Elles pourront être ajustées par le/la responsable du contrat si le calendrier national venait à changer.

Les coûts du processus national d'évaluation et de développement du projet (étapes mentionnées à la section 3.1) seront pris en charge par l'UNICEF et ne sont pas inclus dans les honoraires de la consultation.

Les consultations seront organisées avec les institutions, les autorités locales et les représentants des communautés. Toute consultation impliquant des enfants est exclue de la présente mission et sera conduite par le personnel de l'UNICEF.

Pour en savoir davantage sur cette mission de consultance, veuillez consulter les termes de référence complets :

ToR_ext_TMC0007641.pdf

Pour être considéré(e) comme un(e) défenseur(e) des droits de chaque enfant, vous devez posséder les qualifications suivantes :

Exigences minimales

Formation :

- Master (MA) en changement climatique, sciences de l'environnement, gestion des ressources naturelles, économie du développement, politiques publiques, ingénierie ou dans un domaine connexe.

Expérience professionnelle :

- Au moins deux années d'expérience professionnelle pertinente dans la conduite ou la coordination de processus nationaux liés au climat, par exemple l'élaboration de contributions déterminées au niveau national (CDN), la planification de l'adaptation, le financement climatique ou les procédures d'accès aux financements.
- Le poste correspond à un profil de niveau intermédiaire ; une expérience professionnelle de niveau senior n'est pas exigée.

L'expérience recherchée comprend notamment :

- La conduite ou la coordination de processus multipartites au niveau national liés au climat, en collaboration avec le Gouvernement de Madagascar (ministères, administrations régionales et autorités décentralisées) ainsi qu'avec la société civile.
- L'organisation de consultations et la production de rapports de consultation et de documents officiels en français.
- La connaissance du cadre institutionnel malgache relatif au climat : MEDD, BNCCREDD+, CDN 3.0, Plan national d'adaptation et stratégies sectorielles.
- La réalisation d'analyses techniques de base sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, notamment l'alignement des projets sur les priorités des CDN.

Exigences linguistiques :

- Maîtrise courante du français et de l'anglais, à l'écrit comme à l'oral, obligatoire.
- Les documents destinés au Gouvernement sont rédigés en français, tandis que les documents de l'UNICEF sont rédigés en anglais.
- La connaissance du malgache constitue un atout.

Connaissances, expertise et compétences :

- Bonne connaissance pratique des cycles de projets climatiques, des modèles de notes conceptuelles et des critères d'investissement, ou capacité à acquérir rapidement ces connaissances.
- Capacité avérée à cartographier et à analyser les acteurs et les interventions, à l'aide d'Excel et, de préférence, d'outils de systèmes d'information géographique (SIG).
- Compétences en animation de consultations avec les parties prenantes nationales et locales, notamment les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap.
- Excellentes capacités de rédaction en français et en anglais, notamment pour la correspondance officielle et les accords, dans le respect des conventions administratives malgaches.
- Capacité à coordonner les contributions de plusieurs institutions et consultants dans des délais serrés.
- Disponibilité pour effectuer des déplacements dans le sud-est de Madagascar.

Atouts souhaitables

- Expérience préalable dans l'élaboration de propositions de projets climatiques, les procédures nationales de validation à Madagascar ou les activités de préparation au financement climatique.
- Expérience auprès d'agences des Nations Unies et dans la planification locale décentralisée à Madagascar.
- Expérience dans les services liés à l'eau, à la santé ou à l'éducation résilients au changement climatique, ou connaissance des régions d'Atsimo Atsinanana, de Vatovavy et de Fitovinany.

Remarque : les critères énumérés ci-dessus seront utilisés pour l'évaluation technique dans le cadre du processus de sélection concurrentiel.